

POSCO : l'accaparement continue malgré les pressions nationales et internationales

[Signez la pétition](#) : en soutien aux habitants de Govindapur

[Lire l'appel à "l'anti-POSCO Black Day"](#) le 22 juin 2013

La décision du National Green Tribunal non respectée.



National Green Tribunal

Le National Green Tribunal (NGT) avait en mars 2012 fait marche arrière sur la permission donnée à la société sud-coréenne en 2007, justifiant sa décision par le manque d'informations disponibles sur l'impact environnemental du projet. Un comité est mis sur place, dirigé par un ancien fonctionnaire, K Roy Paul, qui remet son rapport en octobre 2012. Il pointe du doigt plusieurs manquements et demande que le plan de construction soit revu (la superficie devant être revue à la baisse) et que plusieurs rapports soient commandés sur les conséquences environnementales et économiques du projet (notamment sur la diminution des revenus liés à la pêche, l'impact sur la faune marine, sur la nécessité d'un plan d'action en cas de fuite de pétrole dans la mer, et sur la typographie des forêts et des cyclones). POSCO ne dispose donc pas de l'accord du NGT pour entamer la construction de son complexe. Pourtant, le PPSS affirme que les décisions du tribunal ne font pas jurisprudence sur le terrain.

La réquisition et le saccage des terres agricoles s'intensifient.

Dans ses derniers communiqués, le PPSS - POSCO PRATIRODH SANGRAM SAMITI, l'organisation populaire de résistance à POSCO, affirme que la déforestation et l'arrachage des vignes de bétel se poursuivent de manière intensive. Les opérations sont menées par les forces de police, aidées par des milices privées. Depuis le début du projet, c'est 1093 hectares de terres agricoles qui ont déjà été réquisitionnés selon le PPSS, et des milliers d'arbres abattus (280 000 arbres devraient être abattus selon une [estimation de 2011](#)), qui servaient de protection naturelle face aux tempêtes et aux vagues. En réaction, les habitants de Govindapur auraient détruit les tranchées creusées le mois dernier. Ils tentent également de replanter des jeunes arbres de bétel dans les vignes pour endiguer la progression des travaux.

Enfin, [le PPSS dénonce la corruption du gouvernement d'Orisha](#), et accuse les hauts-fonctionnaires de se partager les compensations promises aux paysans dont la terre, seule source de revenus, est accaparée. Le PPSS souhaite saisir le CBI (central Bureau of Investigation – le Bureau central d'Enquête) pour éclaircir les détournements d'argent.

Solidarités nationales et internationales.



Le samedi 22 juin correspondra au « Black Day – Anti Posco » célébré depuis le début du projet par les habitants et les manifestants. Un rallye sera organisé à l'occasion dans le village de Govindapur, et le PPSS appelle les organisations populaires de toute l'Inde à manifester leur soutien. Les intellectuels progressistes, les élus politiques et les membres des différents mouvements sociaux sont appelés à rejoindre le PPSS. Plusieurs tables rondes et web-conférences seront également organisées avec les associations de Solidarité Internationale qui soutiennent la lutte contre l'accaparement des terres en Orisha.

A l'international, [l'OCDE a été saisie](#) par une plainte commune déposée par trois associations : l'indienne [Lok Shakti Abhiyan](#), la sud-coréenne KTNC Watch et la norvégienne Fair Green and Global Alliance in the Netherlands and Norway's Forum for Environment and Development. [Elles accusent la société POSCO de violer les droits de l'homme par son projet](#), entraînant le déplacement de 20 000 individus et les privant de ressources, alors même qu'ils sont protégés par une loi spécifique en Inde (le Forest Rights Act). Ces trois associations vont plus loin en assurant qu'il est du rôle des investisseurs de la société de s'assurer que leurs capitaux ne financent pas des projets allant à l'encontre des recommandations de l'OCDE. L'organisme de coopération a ainsi soumis les investisseurs concernés à une enquête.

En Hollande, le fond de pension ABP a accepté de coopérer avec l'OCDE. En revanche, le « Norges Bank Investment Management » (NBIM) a refusé de répondre aux questions arguant que les recommandations de l'OCDE ne portent pas sur les petits investisseurs (0.9% dans le cas présent).

Nous pensons que la solidarité internationale est un levier puissant pour venir en aide aux habitants de Govindapur. C'est en se mobilisant pour faire pression sur les actionnaires de POSCO que le projet pourra reculer. C'est pourquoi nous vous invitons à signer et diffuser notre pétition le plus possible pour qu'ensemble nous ayons un impact réel.

[En savoir plus sur le cas POSCO](#)